

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 mars 2023.

L'enjeu de la mobilisation contre la "*réforme*" des retraites imposée par Macron-BlackRock va bien au-delà du report à 64 ans de l'âge du départ à la retraite.

Il implique que les masses renient définitivement leur aspiration au bien-être, à la justice sociale, à la démocratie et à la liberté, et par conséquent qu'elles se soumettent à un modèle de société particulièrement injuste et inégalitaire, autoritaire ou totalitaire, ce que dans le passé aucun peuple n'a jamais accepté et n'acceptera pas non plus dans le futur, c'est d'ailleurs l'un des principes de base sur lequel repose le socialisme qui incarne au plus haut degré ces aspirations légitimes.

Dans les causeries je ne répète pas tout ce qui a été dit ailleurs ou ce que vous avez sans doute entendu à la radio ou à la télévision ou lu dans la presse écrite, par exemple, avant-hier j'ai encore lu une énorme fausse information affirmant que Macron et son gouvernement ne pourrait plus faire passer la moindre loi au cours des 4 années à venir ou ce qu'il reste du quinquennat du tyran, or, hier, je cite l'AFP "le projet de loi sur la relance nucléaire a été largement adopté grâce au soutien de LR, du RN et de communistes, même si il était amputé de la réforme controversée de la sûreté. Ce vote, par 402 voix contre 130, offre une brève respiration au gouvernement, secoué par la contestation contre la réforme des retraites" (Capital/AFP 21 mars 2023).

J'en profite pour rappeler que la plupart du temps, les infos transmises par les médias dits alternatifs comportent de graves biais ou approximations avec la réalité, qu'on ne peut pas qualifier d'erreurs tant ils sont nombreux et parfois grossiers, des faits tronqués ou falsifiés en pagaille, des hypothèses oiseuses ou mal à propos déversées à la pelle, des spéculations présentées malhonnêtement comme des analyses reposant sur des éléments matériels inexistant, le pire, le tout produit intentionnellement, relevant de la propagande idéologique destiné à tromper les lecteurs ou à les influencer.

Je vous avouerais qu'en m'y frottant tous les jours pour glaner des informations censurées par les médias officiels, et ce malgré maintenant ma longue expérience et ma vigilance, il m'arrive encore quotidiennement de m'y reprendre à deux fois pour valider certaines données qui devront être vérifiées auprès d'autres sources ou sinon écartées. Parfois je commence à reproduire des passages d'un article, et soudain je m'arrête, j'ai un doute, il y a un truc qui ne colle pas, ça pue la manipulation, en fait je viens de me rendre compte que l'info avait été bidouillée pour nous faire croire quelque chose, bref, poubelle.

Généralement ils emploient une méthode assez facilement détectable. Ils échafaudent des scénarios ou des récits suite à un évènement qui n'ont rien à voir avec la réalité. Ils les construisent de telle sorte qu'ils paraissent plausibles en y mêlant vérités et fabulations, sans que les lecteurs puissent discerner ce qui relève de l'un ou de l'autre, afin qu'ils partagent les conclusions ou objectifs politiques de l'auteur.

Pour revenir à notre sujet, nombreux se sont félicités de l'unité des directions syndicales et de la pseudo-gauche contre le projet de "*réforme*" des retraites de Macron, moi je l'ai interprété différemment, je me suis dit qu'ils avaient réalisé l'unité pour aider Macron à faire passer son projet

scélérat, ils ont réalisé l'unité non pas avec les masses, mais contre les masses, ce qu'ils ont prouvé en enclenchant déjà 9 journées d'action bidons.

Si certains ont tendance à oublier que Macron, sa clique mafieuse, les élites et les médias mentent toujours, d'autres oublient soudainement que depuis un siècle ce sont des traîtres qui dirigent ou contrôlent le mouvement ouvrier et qu'il n'y a rien à en attendre de bon non plus. J'ai même lu quelque part qu'il y aurait un regain de syndicalisation, dans de pareils syndicats, ce n'est pas spécialement une bonne nouvelle. Maintenant les travailleurs abordent la situation bourrés d'illusions et c'est normal ou inévitable, on le sait et personne ne leur en veut. Non, ce qui est préoccupant c'est plutôt notre incapacité à nous regrouper pour constituer une nouvelle direction vers laquelle le moment venu ils se tourneraient.

A mon niveau, je continue le combat sur tous les plans en étant désolé de ne pouvoir vous proposer davantage.

Cela fait des décennies qu'on entend dire que "*cela va péter*", forcément cela se produira un jour, quand, personne n'en sais rien, on le souhaite ardemment évidemment, on s'y prépare comme on peut, reste à voir aujourd'hui si le dégoût qu'inspire le régime aux travailleurs a atteint le niveau de saturation au point de vouloir le renverser.

Je ne vis plus en France depuis 1996 et je n'y suis pas retourné depuis 2002, donc je ne suis pas très bien placé pour évaluer l'état d'esprit des masses avec suffisamment de précision pour formuler un pronostic, toujours est-il que des pans entiers n'en peuvent plus, donc logiquement ils sont mûrs pour rejoindre la révolution socialiste et construire le parti.

Au coup d'Etat, au coup de force de la réaction minoritaire et illégitime opposons celui de la majorité, légitime, démocratique et révolutionnaire. Le régime est foncièrement antisocial, chacun en convient, n'est-ce pas, alors optons pour le socialisme qui en est l'antithèse, la négation, optons pour la justice sociale, la démocratie et la liberté, sans oublier la paix.

La France bloquée pour 4 ans par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 21 mars 2023

La crise que la France traverse aujourd'hui n'est pas un épisode de plus dans un pays éternellement agité. Il s'agit d'une profonde crise de régime qui ne se résoudra qu'avec l'amorce d'une nouvelle société. Le pays va traverser plusieurs années de blocage, avant de se lancer dans une transformation complète, une révolution qui durera au moins une génération.

<https://www.voltairenet.org/article219037.html>

J-C – Beaucoup de confusions dans cet article, mais suffisamment explicites pour que chacun y réfléchisse. Je ne partage pas l'orientation politique de monsieur Meyssan, pour lui "*le seul moyen de débloquer le pays*" (serait) que Macron démissionne, à moins que les masses s'en chargent, qui sait ?

Lu.

- L'approche néolibérale a toujours utilisé les droits comme une arme sélective pouvant être utilisée de manière flexible pour promouvoir ses amis et matraquer ses ennemis. Il suffit de voir comment, sous le cri de la "*défense des droits de l'homme*", les pires massacres de ces dernières décennies ont été promus (Irak, Afghanistan, Serbie, etc.), ou comment, au nom de la "*protection du droit à la santé*", on a promu la certification verte (le pass sanitaire).

En vérité, la notion de droit a glissé par inadvertance vers celle de privilège, et dispenser des droits (et des obligations) ad hoc pour tel ou tel groupe est devenu simplement un moyen de gérer le pouvoir de manière parfaitement arbitraire et instrumentale.

(Chaque fois que l'idée de droit est déclinée sous la forme de "*droit spécial*", de "*protection spéciale*" de tel ou tel groupe, etc. on peut être sûr d'être confronté à une transformation du droit en arbitraire).

Le même genre de raisonnement peut avoir lieu et a lieu pour le positionnement de chacun des Young Global Leaders.

Le malentendu est ici malheureusement total.

Chacun des droits évoqués par ces personnages est régulièrement brandi comme un privilège à utiliser de manière sélective pour s'acoquiner avec certains lobbies, pour promouvoir certains individus, pour transformer une instance en son contraire.

Se sentant les porte-drapeaux du bien et du progrès, ces personnages ne se sentent jamais liés par des notions obsolètes telles que la cohérence et la conséquentialité : la fin justifie les moyens, et finalement la fin est simplement la prise de pouvoir par les "*bons*", c'est-à-dire nous, moi.

Ce qui caractérise les Young Global Leaders, c'est l'union mortelle d'une ambition individuelle irrépressible (résultat éducatif de la compétitivité libérale) et de la certitude apodictique (favorisée par des niveaux abyssaux d'ignorance) d'incarner le Progrès, qui, comme eux, est terriblement pressé d'arriver au but final.

Confirmation.

Retraites: Emmanuel Macron exclut à court terme une dissolution, un remaniement ou un référendum - BFMTV 21 mars 2023

L'art a toujours servi les puissants.

Il s'agirait d'une représentation d'une scène de guerre, un militaire russe imposant une fellation à un prisonnier ukrainien

Depuis le 17 février 2023 à Paris, le Palais de Tokyo présente l'œuvre d'une artiste suisse, Miriam Cahn. Dans cette exposition, une œuvre – Fuck Abstraction ! – représente une scène qualifiée par certains de "*pédocriminalité*". Sur le tableau on voit clairement à genoux, une silhouette qui s'apparente à un enfant, les mains ligotées dans le dos, en train de faire une fellation à un homme qui tient d'une main la tête de la victime.

Suite à cette polémique, le Palais de Tokyo a allégué pour sa justification que, selon Madame Cahn, la victime de ce viol représenté n'était pas un enfant mais un adulte.

« Ce ne sont pas des enfants. Ce tableau traite de la façon dont la sexualité est utilisée comme arme de guerre. (...) Le contraste entre les deux corps figure la puissance corporelle de l'opresseur et la fragilité de l'opprimé agenouillé et amaigri par la guerre » a-t-elle déclaré.

On pourrait concevoir que le corps d'un adulte soit amaigri au point de ressembler à celui d'un enfant, mais pas la taille de sa tête, de ses épaules, sa corpulence qui demeure inchangée, quand on maigrit on ne rétrécit pas au point de mesurer à peine plus d'un mètre, la taille d'un enfant et non d'un adulte ou alors il s'agissait d'un nain, il faudrait peut-être arrêter de nous prendre pour des cons!

Qui plus est, cela ne pourrait pas figurer un prisonnier de guerre ukrainien adulte qui aurait subi un tel traitement de ses geôliers russes, car à ma connaissance les autorités ukrainiennes n'ont pas encore exhibé un de leur prisonnier qui aurait été libéré aussi décharné que ceux sortis du camp de concentration de Mauthausen (Autriche) en 1945 !

Un intervenant apporte cette précision :

- *« En réalité, peu importe les allégations ou même les intentions de l'artiste : elles ne permettent pas d'échapper à la qualification pénale dans la mesure où le plus grand nombre reconnaît bien la représentation d'un enfant dans la figure agenouillée et violée.*

Le respect des victimes et de la protection des enfants impose le retrait de cette toile. Ce type de représentation ne permet pas de lutter contre les actes pédo-criminels mais au contraire est susceptible de conforter, voir inciter, des personnes à tendance pédophile à passer à l'acte. »

Au-delà du fait que le contexte retenu par "l'artiste" et le Palais de Tokyo ne tient pas, spontanément ou au premier coup d'œil posé sur cette croute on pense à un enfant faisant une fellation et non à un adulte. Apparemment, ce n'est pas l'avis de la Ministre de la Culture et de la Secrétaire d'Etat chargée de l'enfance, qui ne se sont toujours pas exprimées sur cette polémique. On les comprend, pas spécialement parce que la pédophilie est protégée par le sommet de l'Etat et les élites, mais parce qu'elles ne peuvent pas désavouer un tel acte de bravoure russophile.

Twitter en accès libre

- Nicolas Jeanneté, le directeur du parti «Les Centristes» en GAV pour trafic de cocaïne de synthèse. L'homme politique est soupçonné d'avoir détenu et revendu des drogues de synthèse à ses partenaires au cours de soirées «chemsex». (Le Parisien)

Soupçonné de s'être livré à un trafic de cocaïne, Nicolas Jeanneté, le directeur du parti « Les Centristes », appelait lui-même à l'expulsion des dealers ! (Le Parisien)

- *«On est à la veille d'une insurrection. J'ai peur qu'un de mes gars tue un manifestant»,* confie un commandant de compagnie de CRS à Mediapart. Pour ce haut gradé qui dirige près de 70 hommes, *«Emmanuel Macron s'amuse à un jeu très dangereux».*

- Nasses, arrestations arbitraires et violences policières : À Paris [comme ailleurs], des policiers, CRS et agents de la BRAV-M ont violenté des manifestants qui défilaient contre la réforme des retraites. La gauche interpelle G.Darmanin. (BFMTV)

- Pour 69% des Français l'usage du 49.3 est un déni de démocratie. 68% des Français déclarent ressentir de la colère. 68% des Français souhaitent la chute du gouvernement. Si la motion de censure n'était pas votée, 68% des Français souhaitent la démission de la PM. (Elabe)

- 51% des électeurs d'Emmanuel Macron au 2nd tour de la dernière élection présidentielle souhaitent la chute du gouvernement. (Elabe) Selon Harris Interactive, 71% des Français veulent la chute du gouvernement.

- Une défiance française : 72% des Français n'ont pas confiance dans le gouvernement. 69% n'ont pas confiance dans l'Assemblée nationale. 68% n'ont pas confiance dans l'institution présidentielle. 65% n'ont pas confiance dans le Sénat. (14ème vague du Cevipof - fév. 23)

- Crise politique : vers un embrasement ?

- 93% des actifs sont opposés à la réforme des retraites.

- 82% des Français sont contre l'usage du 49.3.

- 71% des Français souhaitent la chute du gouvernement.

- 70% des Français sont mécontents de l'action d'Emmanuel Macron.

- *«Le macronisme s'est montré contre la démocratie d'opinion, contre la démocratie sociale et contre la démocratie parlementaire. Le retour au peuple me paraît évident. Cette assemblée ne peut pas tenir 4 ans de plus»*, Jérôme Jaffré, politologue. (itw France Culture)

- La matraque et la TV pour sauver le régime ? Interrogé sur Fr5, l'éditorialiste Christophe Barbier s'inquiète de la déstabilisation du pays. Une "crise de régime", selon le commentateur professionnel qui mise sur la "police & le rôle des médias" pour que le calme revienne.

- "Eric Ciotti réélu questeur à l'Assemblée nationale"

Chacun des députés questeurs touche une indemnité supplémentaire d'environ 5.000€ brut mensuelle et bénéficie d'un appartement de fonction au sein du Palais Bourbon.

Vous comprenez mieux ?

Capitalisme : stop ou encore ? Chassons Macron !

Retraites: des milliers de manifestants dans tout le pays, 48 heures avant la grève du 23 mars
- BFMTV 22 mars 2023

À 48 heures d'une nouvelle journée nationale de mobilisation à l'appel des syndicats le jeudi 23 mars contre la réforme des retraites, des milliers de personnes sont descendues dans les rues ce mardi soir dans tout le pays. Selon les préfetures, elles étaient au moins 5000 à Grenoble, 900 à Lille, 3500 à Paris, 1200 à Rennes, 4100 à Nantes (10.000 selon les syndicats), mais aussi 300 au Mans.

Dans la plupart de ces villes, les cortèges se sont déroulés dans le calme, même si de nouveaux incidents ont été signalés. Comme lundi soir, des violences policières et des charges violentes de CRS ont aussi été rapportées, tout comme des entraves à la presse.

Plus tôt dans la journée, des actions contre la réforme des retraites ont été organisées dans tout le pays.

Retraites : pour Macron « la foule » n'a « pas de légitimité » face « au peuple qui s'exprime à travers ses élus » - Le HuffPost 21 mars 2023

Une très large majorité de la population, y compris les électeurs d'Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle, se disent contre la réforme des retraites, selon les derniers sondages Elabe pour BFMTV. Le HuffPost 21 mars 2023

Comme lors du mouvement des Gilets jaunes en 2018-2019, de nombreux cas de violences policières ont été signalés ces derniers jours à chaque manifestation, notamment grâce aux vidéos filmées par des journalistes indépendants dans les cortèges.

Une situation telle que la Défenseure des droits, qui se dit "*préoccupée*" et "*inquiète*", a alerté mardi sur les conséquences d'interpellations préventives synonymes de privation de liberté et rappelé les règles de déontologie dans le maintien de l'ordre.

Encore ce mardi, plusieurs cas de violences policières ont été recensées. À Paris, un policier a par exemple lancé une grenade en l'air en direction de la foule, qui a explosé au niveau de la tête d'un manifestant, selon les images captées par Blast. BFMTV 21 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Vive la guerre, ça rapporte !

Les Etats-Unis annoncent une nouvelle aide militaire de 350 millions de dollars à l'Ukraine - BFMTV 21 mars 2023

Le FMI annonce un plan d'aide de 15,6 milliards de dollars pour l'Ukraine - LePoint.fr 21 mars 2023

Illégalité du mandat d'arrêt contre Poutine et erreur politique stratégique de l'Axe atlantiste

<https://reseauinternational.net/illegalite-du-mandat-darret-contre-poutine-et-erreur-politique-strategique-de-laxe-atlantiste/>

Sergey Glazyev : « La route vers la multipolarité financière sera longue et semée d'embûches » - geopolitika.ru 14 mars 2023

Dans un entretien exclusif avec The Cradle, le principal stratège macroéconomique russe critique la lenteur des réformes financières de Moscou et prévient qu'il n'y aura pas de nouvelle monnaie mondiale sans Pékin.

<https://www.geopolitika.ru/fr/article/sergey-glazyev-la-route-vers-la-multipolarite-financiere-sera-longue-et-semee-dembuches>

La limite de la patience russe par Alexandre Douguine - geopolitika.ru 20 mars 2023

L'histoire du Tribunal de La Haye est symbolique. La Russie ne s'est jamais interrogée sur la nature de cette institution. En réalité, elle fait partie de la mise en œuvre du gouvernement mondial, un système politique supranational créé au-dessus des États-nations qui sont invités à céder une partie de leur souveraineté à cette structure. Cela inclut la Cour européenne des droits de l'homme et l'UE elle-même, mais aussi la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'OMS, etc. La Société des Nations, puis l'ONU, ont été conçues comme une étape préparatoire à l'établissement d'un gouvernement mondial.

Le bâton du libéralisme

Parlons du libéralisme dans les relations internationales, une composante de l'idéologie libérale dans son ensemble. Les libéraux considèrent comme irréversible la loi du « progrès », dont l'essence est que le capitalisme, le marché, la démocratie libérale, l'individualisme, les LGBT, les transgenres, les migrations de masse, etc. se répandent dans l'humanité. Dans la doctrine libérale des relations internationales, le « progrès » signifie le passage d'États-nations souverains à des instances de pouvoir supranationales. Le but de ce « progrès » est l'établissement d'un gouvernement mondial. Les manuels de relations internationales l'affirment explicitement et sans équivoque. Tous les pays qui ne veulent pas du « progrès » sont, selon cette théorie, des ennemis du « progrès », des « ennemis d'une société ouverte », ils sont donc « fascistes » et doivent être jugés (au Tribunal de La Haye) et détruits (« leur infliger une défaite stratégique » – Blinken) et à la place des dirigeants souverains, on met des libéraux – de préférence des transsexuels.

Telle est la position idéologique du Parti démocrate des États-Unis, de l'administration Biden et de la plupart des élites européennes. Toutes les forces des pays non occidentaux, qui soutiennent l'Occident collectif et les mondialistes américains, jurent également par cette idéologie. Et c'est précisément cette idéologie : radicale, rigide, totalitaire.

Le défi est relevé

Il est quelque peu surprenant que la Russie, depuis 23 ans sous un dirigeant pleinement souverain, n'ait pas pris la peine d'affronter le libéralisme et ait, jusqu'à un certain point, accepté la légitimité de ses règles, de ses structures et de ses institutions.

Ce ne sont pas eux qui ont changé, c'est la Russie qui a changé avec le début de l'opération militaire spéciale, et une escalade légitime de la part des libéraux mondiaux s'en est suivie. Il n'y a rien de désinvolte là-dedans : c'est simplement du libéralisme. Tant que nous n'aurons pas renversé cette idéologie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, l'escalade ne fera que s'amplifier.

Nous ne pouvons tout simplement pas aller plus loin sans notre idéologie.

La décision du Tribunal de La Haye d'arrêter le président russe Vladimir Poutine et la médiatrice pour les droits de l'enfant Maria Lvova-Belova est tellement scandaleuse qu'il est tout simplement impossible de ne pas réagir. C'est une insulte au pays, au peuple, à la société, à chaque personne, à chaque femme russe, à chaque mère, à chaque enfant. Comment peut-on répondre à cela avec dignité ?

À mon avis, il y a de vrais coupables dans toute cette situation et ils ne se trouvent pas à Washington ou à La Haye : ils se trouvent en Russie même. Il s'agit d'un groupe de libéraux qui, depuis 23 ans, convainquent le président par tous les moyens possibles que l'amitié avec l'Occident est une nécessité, que c'est la seule voie à suivre et que l'adoption de l'idéologie libérale, ainsi que l'intégration dans les structures et institutions internationales libérales mondialistes (notamment la reconnaissance de la Cour pénale internationale, de la Cour européenne des droits de l'homme, de l'Organisation mondiale de la santé, etc. Ils ont également discrédité le camp patriotique, de gauche comme de droite, en convainquant le chef de l'État qu'ils ne rêvent que d'organiser un « *Maidan* ». En réalité, les patriotes, de gauche comme de droite, sont le peuple et le principal soutien de Poutine. Ils sont son soutien, ses fervents partisans, mais les libéraux au pouvoir ont toujours fait l'éloge de l'Occident et vilipendé les patriotes. Cela dure depuis 23 ans, depuis que Poutine est arrivé au pouvoir.

L'heure des comptes

Nous sommes logiquement arrivés au point où l'Occident encensé s'est révélé être une structure terroriste qui nous assassine, fait sauter des oléoducs, vole de l'argent, et nous, après avoir été à sa botte pendant si longtemps, nous nous sommes retrouvés dans une dépendance humiliante ; il y a 23 ans, nous aurions dû suivre la voie pour établir notre civilisation eurasiennne russe.

Poutine s'est concentré sur la souveraineté. On a supposé – précisément sous l'influence des libéraux – que l'Occident accepterait cette souveraineté tant que Moscou resterait dans le cadre général de la civilisation occidentale, tant qu'elle participerait à ses structures et institutions, tant qu'elle accepterait les valeurs occidentales (capitalisme, démocratie libérale, numérisation, culture de l'anéantissement, « *wokisme* », c'est-à-dire l'obligation de dénoncer quiconque n'est pas d'accord avec le libéralisme, LGBT). Il s'agit d'une tromperie depuis le début et cette tromperie a des individus spécifiques : le bloc libéral dans le cercle rapproché du président. Ce sont eux qui ont contribué à ce qui se passe aujourd'hui, qui ont entravé le réveil patriotique, qui ont fait tout leur possible pour séparer le président du peuple, du noyau russe, des porteurs de la conscience patriotique.

L'heure est venue de régler les comptes. Ou elle est sur le point d'arriver. Je ne sais pas ce qui doit encore se passer pour que les libéraux au pouvoir soient mis au pied du mur et sévèrement remis en question. Peut-être manque-t-il quelque chose d'autre, mais en tout cas cela ne tardera pas. L'épée de la vengeance est sur la tête des libéraux russes au pouvoir et rien ne peut empêcher le châtement naturel, il peut être retardé un peu mais il ne peut être évité.

Les libéraux russes doivent répondre de tous leurs crimes. Sans cela, il n'y aura ni purification ni victoire. geopolitika.ru 20 mars 2023

Le double jeu de Eltsine est à l'origine du conflit sur l'expansion de l'Otan - Réseau Voltaire **21 mars 2023**

Les archives britanniques attestent, qu'en 1993, le président russe Boris Eltsine a plusieurs fois indiqué à ses interlocuteurs occidentaux qu'à titre personnel, il n'était pas opposé à l'adhésion de la Pologne, de la Tchéquie et de la Hongrie à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan) ; des déclarations qui choquèrent à l'évidence ses propres équipes.

Boris Eltsine a hésité à participer au sommet de l'Otan à Madrid. Il a obtenu l'adoption par celui-ci de l'Acte fondateur censé fixer les modalités de la coopération entre l'Alliance et la Fédération de Russie. Mais ce texte n'a pas de valeur contraignante, c'était juste un outil de communication visant à justifier un rapprochement des positions publique et privée du président russe.

Durant cette période, le Premier ministre russe Viktor Chernomyrdin n'a cessé de mettre en garde ses interlocuteurs contre la position privée du président Boris Eltsine et de souligner que l'expansion de l'Otan ferait « *exploser* » le continent européen.

« *Revealed : Boris Yeltsin privately supported NATO expansion in 1990's* », Matt Kennard, Declassified UK, March 15, 2023.

Rencontre Vladimir Poutine Xi Jinping à Moscou ou pied de nez à l'occident.

A Moscou, Xi Jinping flatte Vladimir Poutine et fait de la Russie « sa priorité » - Paris Match **21 mars 2023**

Xi Jinping a affiché mardi en Russie la "*priorité*" qu'il accordait aux relations "*stratégiques*" entre Moscou et Pékin, deux "*grandes puissances*", signifiant ainsi son entente avec Vladimir Poutine face aux Occidentaux en plein conflit en Ukraine.

Au deuxième jour de sa visite d'Etat en Russie, M. Xi a estimé que son déplacement répondait à une "*logique historique*", car "*nous sommes les plus grandes puissances voisines et des partenaires stratégiques à tous les niveaux*".

Le président chinois, qui s'exprimait lors d'un entretien avec le Premier ministre russe Mikhaïl Michouline, a également dit que Pékin "*continuera de donner la priorité au partenariat stratégique global entre la Chine et la Russie*", selon des propos rapportés par les agences de presse russes.

M. Xi, qui doit s'entretenir mardi avec M. Poutine après un premier entretien lundi, a également confié qu'il avait invité le président russe à lui rendre visite en Chine "*quand il pourra cette année*".
Paris Match 21 mars 2023

Russie : Pékin et Moscou accusent les Etats-Unis de « saper » la sécurité mondiale - 20 Minutes 22 mars 2023

Pékin et Moscou sont unis comme jamais. D'une même voix, Vladimir Poutine et Xi Jinping ont accusé mardi les Etats-Unis de « saper » la sécurité mondiale en cherchant à déployer des missiles dans plusieurs pays du monde pour « conserver un avantage militaire unilatéral ».

« *La Russie et la Chine se déclarent préoccupées par l'intensification des activités des États-Unis visant à créer un système mondial de défense antimissile et à déployer ses éléments dans diverses régions du monde, combiné à un renforcement de la capacité d'armes non nucléaires de haute précision* », ont indiqué Vladimir Poutine et Xi Jinping, dans une déclaration commune signée mardi à l'issue des pourparlers au Kremlin.

Unis contre l'Otan

Les deux chefs d'Etat se sont également dits « préoccupés » par la présence grandissante de l'Otan en Asie. « *Les (deux) parties sont très préoccupées par le renforcement grandissant des liens entre l'Otan et les pays de la région Asie-Pacifique concernant les questions militaires et celles de la sécurité* », ont indiqué Vladimir Poutine et Xi Jinping, en accusant l'Alliance atlantique de « saper la paix et la stabilité régionale ».

Moscou et Pékin « *sont contre la formation des blocs fermés exclusifs dans la région d'Asie-Pacifique* », ont-ils souligné, en dénonçant « *l'influence négative de la stratégie des Etats-Unis guidés par une mentalité de la Guerre froide (...) sur la paix et la stabilité dans cette région* ». 20 Minutes avec AFP 22 mars 2023

Argentine.

En pleine canicule, l'Argentine “nationalise” sa principale compagnie d'électricité - Courrier International 21 mars 2023

La “saisie”, lundi 20 mars, de la principale compagnie d'électricité d'Argentine, qui alimente une grande partie de la métropole de Buenos Aires, a relancé les polémiques sur la politique économique du gouvernement.

Edesur, filiale du groupe italien Enel, a été “nationalisée” pour “non-respect de son contrat”, a annoncé le ministre de l'Économie, Sergio Massa, repris dans cet article de Página 12. L'Argentine, et Buenos Aires en particulier, a traversé quinze jours d'une très forte chaleur, et la grogne montait chez les consommateurs face aux coupures d'électricité, de plusieurs heures, parfois de plusieurs jours, en plein été austral. Le thermomètre a atteint jusqu'à 38 °C.

Pour le ministre, “des situations comme celles-ci sont intolérables”. Edesur sera désormais sous contrôle gouvernemental durant six mois au moins. Le gouvernement a par ailleurs porté plainte contre l'entreprise devant la justice pénale et réclamé 2,7 milliards de pesos, soit 12 millions d'euros, pour rembourser les clients affectés.

La compagnie, dont les dirigeants ont interdiction de quitter le pays, n'a pas réagi officiellement et, mardi 21 mars, le gouvernement n'écartait pas la possibilité de lui retirer sa concession définitivement.

En pleine année électorale, avec un scrutin présidentiel prévu fin octobre, *“la prise de contrôle d’Edesur est une très bonne nouvelle”*, commente dans cet éditorial Página 12 :

“Elle pose une bonne question qui dure depuis toujours : qu’apporte le secteur privé de la distribution d’électricité dans la région de Buenos Aires ? [...] Très peu ou rien du tout. Il faut réfléchir à la question de savoir comment l’État peut récupérer les services publics.”

L’État fixait déjà le prix de l’électricité, très contrôlé. Pour La Nación, *“l’entreprise pourrait dire : comment va-t-on investir avec des retards de tarifs sidéraux par rapport à l’inflation ?”*. Une inflation qui est de 102,5 % entre février 2022 et février 2023. Depuis plusieurs mois, Enel cherchait à se séparer d’Edesur.